

MSNA Haiti 2023 - Sud-Est

Les résultats clés de l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) au niveau du Sud-Est auprès des populations non-déplacées

Décembre 2023

Messages clés

- Les besoins en abris et en accès aux biens non alimentaires sont particulièrement prévalents dans le département du Sud-Est. En plus du fait que **38%** des ménages logent dans des **habitations qualifiées de non adéquates**, **44%** ont indiqué vivre dans des **logements surpeuplés** (moins d'une pièce pour trois personnes). Aussi, **80%** ont déclaré **manquer de matelas** dans leur foyer. Il est également à noter que **36%** n'ont **pas de savon dans leur dispositif de lavage de mains** au sein de leur foyer.
- En ce qui concerne la protection, la MSNA 2023 met en avant des résultats préoccupants liés aux risques en matière de sécurité pour les femmes et les filles. En effet, **10%** des ménages ont indiqué que leur principale préoccupation pour les femmes relève **du risque d'être envoyé à l'étranger pour trouver du travail** alors que cette proportion est de 1% à l'échelle nationale. La principale préoccupation pour les filles est l'exposition aux **grossesses précoces** rapportée par **14%** des ménages. En matière de protection de l'enfance, les résultats de la MSNA montre qu'une proportion importante des enfants exercent des tâches en dehors des ménages pouvant être considérées comme éprouvantes comme **aller chercher de l'eau (30%)** ou **s'occuper du bétail (8%)**.
- La MSNA indique également que les ménages ont des difficultés pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Bien que 51% des ménages aient indiqué avoir comme source principale d'alimentation leur production propre, **21%** dépendent **d'achat à crédit**. De plus, **29%** des ménages **mettent entre une heure et trois heures pour accéder au marché le plus proche**.
- L'accès à l'éducation reste aussi un défi pour une partie de la population dans le Sud-Est. En effet, **18%** des enfants **n'ont pas été inscrits dans une école** durant l'année scolaire 2022-2023. De plus, selon **17%** des ménages, les enfants **n'ont pas pu apprendre dans des conditions acceptables**, principalement à cause du fait que les écoles soient trop surchargées (**44%**).

45%

des ménages interrogés **n'ont pu satisfaire qu'un quart ou moins de leurs besoins prioritaires.***

38%

des ménages **vivent dans un abri non-adéquat**, et **73%** des ménages **résident dans un abri ne résistant pas aux aléas climatiques**.

*Les ménages interrogés ont été invités à estimer dans quelle mesure leurs besoins prioritaires étaient satisfaits, selon leur propre perception et compréhension de ces besoins

CONTEXTE

Haïti, classé au 163ème rang sur 191 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH),¹ fait face à des vulnérabilités structurelles accentuées par la détérioration des conditions climatiques, socioéconomiques, politiques et sécuritaires. La complexité de la crise haïtienne engendre des défis considérables pour la coordination humanitaire, notamment au niveau de l'accès humanitaire limité par l'insécurité. Les contraintes sécuritaires, qui rendent certaines zones difficilement accessibles, entravent sérieusement la capacité des organisations humanitaires à élaborer efficacement une stratégie de réponse humanitaire intersectorielle sur l'ensemble du territoire. Actuellement, seulement 26% des objectifs établis par le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2023² sont atteints en Haïti, malgré les signaux d'alarme liés à la détérioration exponentielle de la situation humanitaire, notamment en ce qui concerne les crises de protection, d'insécurité alimentaire, et de santé. Cette situation est aggravée par une hausse du coût de la vie, un taux d'inflation élevé et une dépendance de 60% aux importations alimentaires, contribuant ainsi à l'insécurité alimentaire.³

APERCU DE L'EVALUATION

Afin de répondre à des défis en matière d'accès à de l'information, IMPACT, à travers son initiative REACH et sous le mandat du Groupe de Coordination Inter-Secteur (ISCG), a facilité pour la deuxième fois en Haïti une MSNA qui couvre l'ensemble du territoire, afin d'informer, entre autres, le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) pour 2024.

MÉTHODOLOGIE:

La collecte de données auprès des ménages **non déplacés** en Haïti s'est déroulée du 16 juin au 15 août 2023. Deux zones de moyen d'existence ont été couvertes dans le Sud-Est: SUD-EST HT01 - Littoral sec maïs et charbon, SUD-EST HT07 - Sud haricot, banane et petit commerce.**

**Une zone de moyen d'existence représente un espace géographique où les ménages satisfont à leurs besoins fondamentaux de survie, tels que la nourriture et le revenu, de manière relativement similaire, avec des opportunités de marché similaires.

ABRIS ET BIEN NON ALIMENTAIRES

ACCÈS À UN ABRI ADÉQUAT

38%

des ménages vivent dans un abri non adéquat.*

*Les abris non adéquats réfèrent aux choix suivants: abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing, abri non adéquat d'urgence en bâche uniquement, abri non adéquat léger avec des matériaux improvisés (toit en bâche), aucun abri (dormir à l'air libre), bâtiment non couvert/non fini, abri collectif.

3 principaux types d'abri par % des ménages

- 1 Abri non adéquat traditionnel avec toit en tôle et un mur en block/parpaing (29%)
- 2 Abri adéquat traditionnel avec toit en tôle et un mur en bois/argile (28%)
- 3 Maison finie (22%)

73%

des ménages estiment que leur abri **ne peut pas résister aux aléas climatiques.**

FONCTIONNALITÉ DES ABRIS

% de ménages vivant dans un espace domestique où il est non fonctionnel ou impossible de:

Éclairer	36%	
Cuisiner	23%	
Stocker de la nourriture et de l'eau	17%	
Dormir	2%	

3 principales raisons pour lesquelles l'espace domestique est non fonctionnel ou impossible pour:

S'éclairer

Pas d'électricité et pas de lampe solaire (79%)

Accès à l'électricité intermittent et insuffisant (25%)

Cuisiner

1 Manque d'accès à l'équipement de cuisine (47%)

2 Insuffisance d'articles non alimentaires de base (33%)

DOMMAGE SUR LES ABRIS

% de ménages par type de dommages les plus fréquemment signalés pour l'abri

Dommages mineurs à la toiture	29%
Dommages aux murs	28%
Dommages aux sol	25%
Dommages importants au toit avec risque d'effondrement	20%
Fuites en cas de pluie	17%
Impossible de fermer à clé	11%

ARTICLES NON ALIMENTAIRES

% de ménages par type d'articles non alimentaires essentiels qui manquent dans le ménage

70%	35%
Matelas	Moustiquaire
33%	29%
Bassine de lavage	Seau

ABRIS SURPEUPLÉS

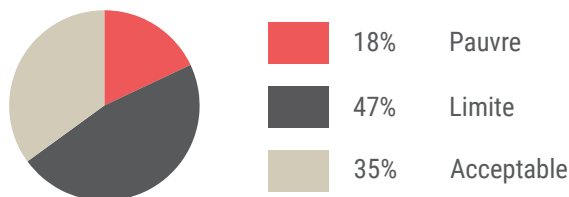
% de ménages vivant dans des abris surpeuplés qui ne garantissent pas leur intimité

44%

des ménages interrogés disposent de **moins d'une pièce pour trois personnes** au sein du ménage.

SECURITE ALIMENTAIRE

% de ménages selon les catégories du Score de Consommation alimentaire (FCS)

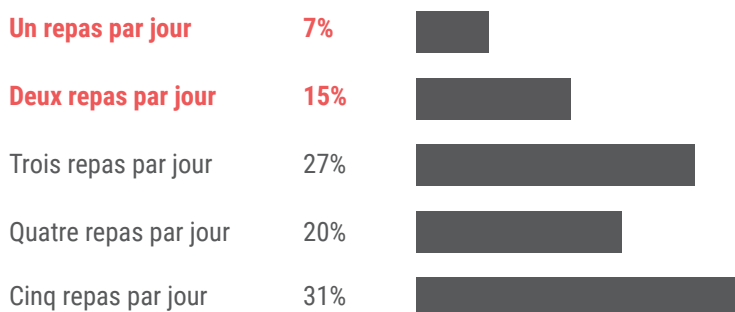


% des ménages selon les niveaux de l'échelle de la faim

Sévère	15%
Modéré	58%
Aucun ou peu	27%

SOURCES D'ALIMENTATION PRINCIPALES

% de ménages selon le nombre moyen de repas consommés par jour par la plupart des membres du ménage

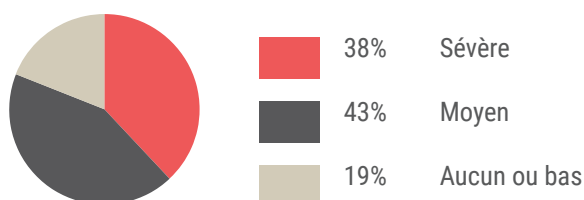


24%

des ménages stockent leurs aliments dans un **conteneur non réfrigéré** et **15%** n'ont pas d'espace de stockage d'aliments.

STRATÉGIES DE SUBSISTANCE (rCSI)

% de ménages selon les niveaux de l'Indice Réduit des Stratégies de Subsistance (rCSI)

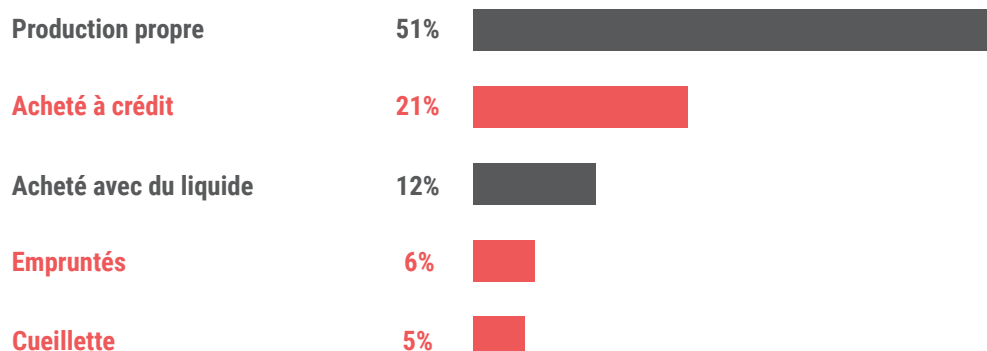


44%

des ménages dans la zone de moyen d'existence "Sud haricot, banane et petit commerce" se trouvent au **niveau sévère de l'rCSI**.

SOURCES D'ALIMENTATION PRINCIPALES

Principales sources alimentaires rapportées par les ménages (en % de ménages) au cours des 30 jours précédant la collecte



21%

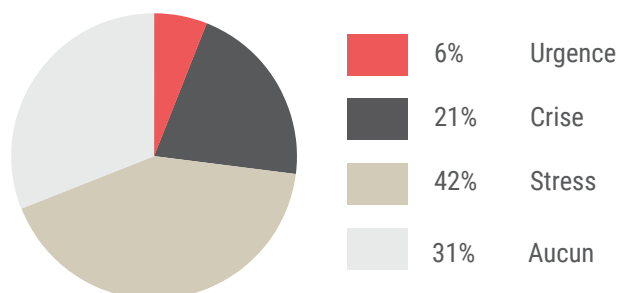
des ménages dans le Sud-Est **dépendent de l'achat à crédit comme source d'alimentation principale**. Cette proportion est supérieure à celle observée à l'échelle nationale, où elle s'établit à 15%.

MOYENS DE SUBSISTANCE

STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS DE SUBSISTANCE (LCSI)

% de ménages selon les niveaux d'Indice des Stratégies d'Adaptation aux Moyens de Subsistance (LCSI)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



OBSTACLES POUR ACCÉDER À DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES DE BASE

18%

des ménages ont rapporté que les **marchés sont trop loin pour pouvoir y accéder régulièrement.**

12%

des ménages ont identifié comme principale obstacle le fait que **le transport soit trop cher pour se rendre au**

CHOC SUBIS ET IMPACT

25%

des ménages ont subi un choc au cours des 30 derniers jours précédant la collecte de données ayant eu **un impact négatif sur leur capacité à satisfaire leurs besoins prioritaires.**

Parmi eux, les types d'impact les plus fréquemment rapportés sont:

Accès à la nourriture	71%
Accès à l'école pour les enfants	14%
Eviction du logement	13%
Accès à l'activité de subsistance principale	12%
Accès aux services de santé	11%
Disponibilité de la nourriture dans la région	10%

Un quart des ménages (25%) ont déclaré avoir fait face à un **choc ayant eu un impact négatif** sur leur capacité à satisfaire leurs besoins prioritaires. Parmi ces ménages, les types de chocs les plus fréquemment rapportés sont:

- **Sécheresse/ pluies irrégulières, période de sécheresse prolongée (13%)**
- **Maladie grave ou accident entraînant une blessure pour un membre du ménage (6%)**

ACCÈS AUX PRESTATAIRES FINANCIERS ET AUX MARCHÉS

Principaux types de prestataire de services financiers accessibles rapportés dans la zone (% des ménages)

Agents d'argent mobile (MonCASH, Natcash, etc)	63%
Aucun prestataire/fournisseur de services financiers dans la localité ou aucun accès	21%
Banques	15%
Services Formels de transfert d'argent (Western Union, etc.)	12%
Groupes d'épargne informels gérés par les membres (banques villageoises, AVEC/associations villageoises de crédit, MUSO/mutuelles de solidarités	11%

29%

des ménages ont indiqué que le **marché fonctionnel le plus proche était à plus d'une heure de marche.**

5%

mettent **plus de 3 heures** pour y accéder.

EAU POTABLE, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

ACCÈS À L'EAU

20%

Des ménages dépendent de sources d'eau non améliorées* comme principale source d'eau potable.

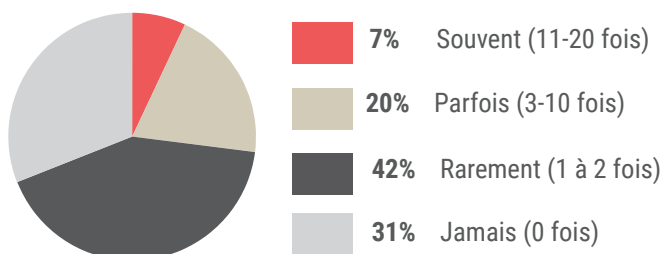
Les sources d'eau non améliorées incluent les options suivantes: source non protégée, puits non protégés et eau de surface.

Top 3 des sources d'eau potable principale rapportées par les ménages (% des ménages)

Robinet public ou borne-fontaine	29%
Source protégée	18%
Source non protégée	17%

% de ménages selon la fréquence à laquelle ils n'ont pas eu suffisamment d'eau potable

Au cours des 4 semaines précédant la collecte



Top 3 des principaux obstacles pour accéder à une quantité suffisante d'eau

- 1 Points d'eau trop éloignés (30%)
- 2 Nombre insuffisant de points d'eau/longue attente aux points d'eau (7%)
- 3 Préoccupations de sécurité aux points d'eau (3%)

Pour effectuer le trajet aller-retour afin de chercher de l'eau, 11% des ménages mettent plus de 30 minutes mais moins d'une heure. 10% des ménages mettent entre 1 et 2 heures. De plus, chez 19% des ménages, ce sont les **garçons âgés de 3 à 17 ans qui effectuent cette tâche.**

ACCES AUX INFRASTRUCTURES SANITAIRES

22%

des ménages n'ont pas accès à des installations sanitaires et utilisent des buissons/champs. 23% des ménages utilisent des installations sanitaires non améliorées.

% de ménages signalant des problèmes liés aux infrastructures sanitaires, par type de problème le plus fréquemment rapporté

- 1 Les installations sanitaires ne sont pas propres/hygiéniques (48%)
- 2 Manque d'installations sanitaires/trop d'affluence (30%)
- 3 Les installations sanitaires ne fonctionnent pas/sont pleines (26%)
- 4 Il est dangereux de se rendre aux installations sanitaires (toilettes) (10%)
- 5 Les installations sanitaires ne sont pas privées (pas de serrures/portes/murs/éclairage) (9%)

8% des ménages partagent leurs installations sanitaires avec des personnes extérieures au ménage.

HYGIENE

36%

des ménages n'ont pas de savon ou de détergent dans leur dispositif de lavage de mains.

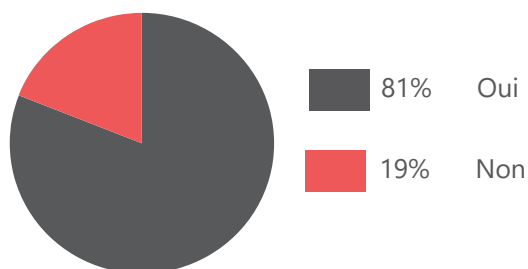
52%

des ménages ont indiqué que les femmes au sein du ménage ont un type de matériel menstruel préféré mais qu'elles ne peuvent pas utiliser.

ÉDUCATION

SCOLARISATION

% d'enfants en âge scolaire (entre 5 et 17 ans) inscrits dans une école scolaire formelle pour l'année scolaire 2022-2023



8% d'enfants en âge scolaire (entre 5 et 17 ans) ne fréquentent pas l'école régulièrement durant l'année 2022-2023, parmi les **81%** d'enfants en âge scolaire et inscrits dans une école formelle.

5% des enfants sont inscrits dans un système éducatif informel, parmi les enfants non-inscrits dans une école formelle durant l'année scolaire précédente.

BARRIÈRES D'ACCÈS

Raisons les plus rapportées pour lesquelles les enfants en âge scolaire ne fréquentaient pas régulièrement* l'école

*Fréquenter régulièrement l'école équivaut à une fréquentation d'au moins quatre jours par semaine



61% des ménages ont rapporté que le principal obstacle à l'inscription ou la fréquentation de l'école est lié aux **coûts d'éducation trop élevés**.

18% des ménages ont rapporté qu'un **choc subi a eu un impact sur l'accès à l'école** pour leurs enfants.

CONDITIONS D'APPRENTISSAGE

17% des ménages ont des enfants qui **n'ont pas pu apprendre dans des conditions acceptables** à l'école durant l'année scolaire 2022-2023

Les raisons les plus rapportées liées aux mauvaises conditions d'apprentissage des enfants (% de ménages)

- 1** L'école est surchargée (trop d'élèves par classe) (**44%**)
- 2** Manque de matériel d'enseignement et d'apprentissage (**36%**)
- 3** Manque de personnel enseignant qualifié (**27%**)

INTENTIONS MIGRATOIRES

3%

des ménages interrogés non déplacés ont l'intention de se déplacer hors de leur localité actuelle au cours des 6 prochains mois.

Raisons principales liées au déplacement, parmi les 6% de ménages non déplacés ayant l'intention de se déplacer au cours des 6 prochains mois

1

Recherche d'opportunités économiques / d'emploi (38%)

2

Accès insuffisant aux services de base (14%)

PROTECTION

EXPOSITION À DES RISQUES DE PROTECTION

Top 3 des préoccupations en matière de protection pour les femmes et les hommes les plus rapportées:

Pour les femmes

Etre envoyé à l'étranger pour trouver du travail (10%)

Accident (4%)

Menaces de violence et harcèlement verbal (1%)

Pour les hommes

1

Accident (11%)

2

Vol (3%)

3

Être blessé/tué par une balle ou une balle perdue (2%)

PROTECTION DE L'ENFANCE

30%

Des ménages dans le Sud-Est rapportent avoir **un enfant dont la principale activité dans la journée est de chercher de l'eau**. Pour 8% des ménages, l'activité principale des enfants est de **s'occuper du bétail**.

Risques de protection les plus rapportés auxquels sont exposés les filles et les garçons

Pour les filles

Grossesse précoce (14%)

Menaces de violence et harcèlement verbal (2%)

Pour les garçons

1

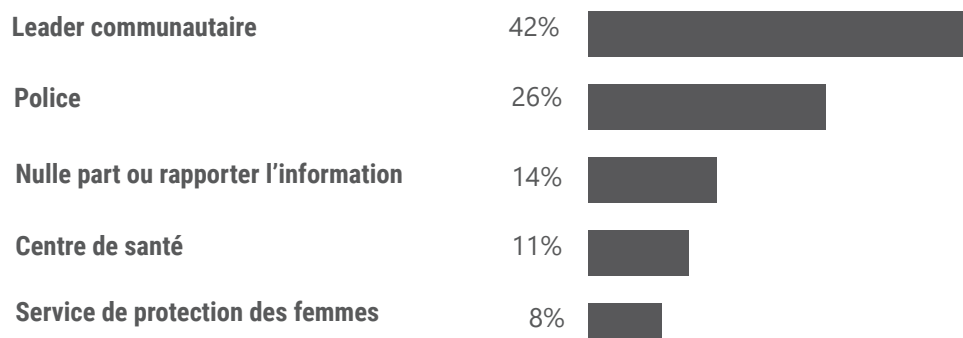
Accident (12%)

2

Être blessé/tué par une balle ou une balle perdue (3%)

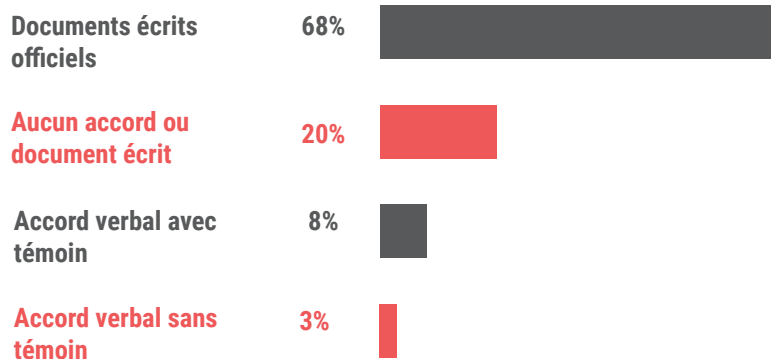
RESSOURCES DISPONIBLES

% de ménages par ressource vers laquelle se tourner en cas de violence sexuelle ou basée sur le genre



DOCUMENTS D'IDENTITÉ ET DE LOGEMENT

% de ménages par type de documents pour leur logement actuel



8%

Des ménages dans le Sud-Est ont au moins **un membre du ménage sans document d'identité.**

SANTÉ

BESOINS EN SANTÉ

16%

des individus parmi les **22%** ayant signalé un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins ont indiqué que ce besoin n'a pas été comblé.

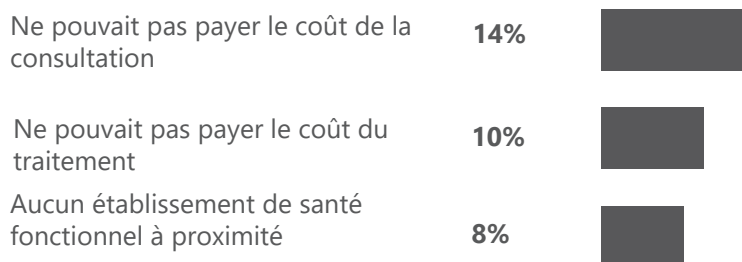
Au cours des 3 mois précédant la collecte de données.

Top 3 des besoins de soins de santé n'ayant pas été comblés rapportés par % d'individus

- 1 Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/soudaine (fièvre, diarrhée, toux, etc.) (**57%**)
- 2 Consultation / bilan de santé préventif (**18%**)
- 3 Consultation ou médicaments pour une maladie chronique (diabète, hypertension, etc.) (**9%**)

BARRIÈRES D'ACCÈS AUX STRUCTURES DE SOINS

Les barrières les plus rapportées pour accéder aux infrastructures de santé (% des ménages)



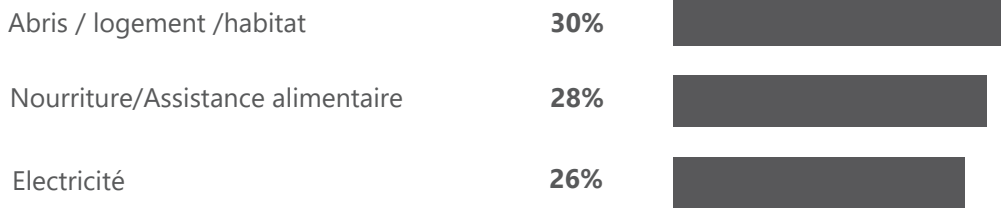
14% des ménages ont rapporté qu'un choc subi a eu un impact sur l'accès aux services de santé.

31% des ménages mettent plus d'une heure pour accéder à l'infrastructure de santé fonctionnelle la plus proche
Par le moyen de transport habituel

REDEVABILITÉ

PRIORITÉS ET PRÉFÉRENCES

% de ménages selon leur 1er besoin prioritaire



MODALITÉS D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉES

Top 3 des modalités d'assistance préférées pour les besoins prioritaires plus rapportés

Pour les besoins en nourriture

Argent via transfert bancaire (50%)

En nature (27%)

Vouchers / coupons (19%)

Pour les besoins en abris

Argent via transfert bancaire (52%)

Construction / réhabilitation d'infrastructures (30%)

En nature - mise à disposition d'un logement (12%)

ACCÈS À L'ASSISTANCE HUMANITAIRE ET CONNECTIVITÉ

Type d'assistance reçue les plus rapportés

2%

des ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire.

Au cours des 12 mois précédant la collecte.

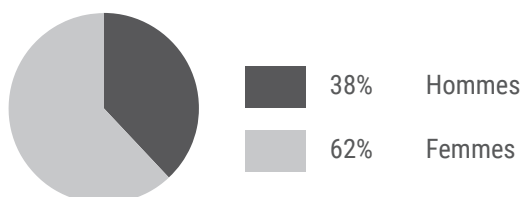
95% des ménages **n'ont pas connaissance des critères de sélection des bénéficiaires** établis par les organisations humanitaires.

29%

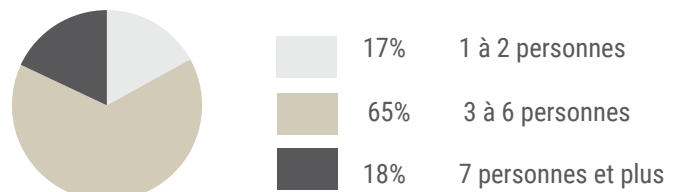
des ménages n'ont **pas de couverture de réseau mobile**, par rapport à une moyenne nationale de 18%.

INFORMATIONS CLES SUR LA DEMOGRAPHIE DES MENAGES

% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage



% de ménages par taille du ménage



12% des ménages interrogés sont composés d'une femme enceinte ou allaitante

51% des ménages interrogés dont la cheffe de ménage est enceinte ou allaitante.

MÉTHODOLOGIE

En coopération avec les secteurs, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires, REACH a réalisé cette évaluation multisectorielle auprès des ménages non déplacés ayant couvert l'ensemble du territoire haïtien. L'évaluation est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifiées par grappes en appliquant un intervalle de confiance de 95%, une marge d'erreur de 10 %, ainsi qu'un tampon de 10%. Les résultats de cette enquête quantitative sont représentatifs à l'échelle des départements et des zones de moyen d'existence pour l'ensemble du territoire hors ZMPAP.

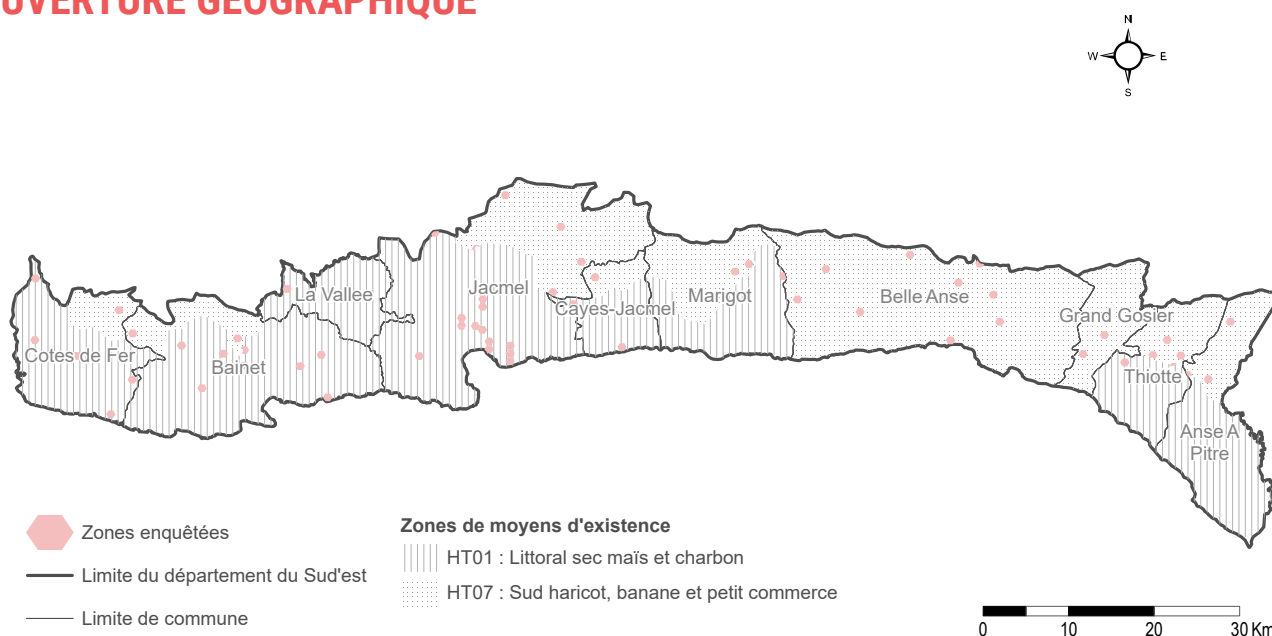
Les zones de moyens d'existence couvertes dans le Sud-Est sont les suivantes: **"SUD-EST HT01 - Littoral sec maïs et charbon, SUD-EST HT07 - Sud haricot, banane et petit commerce."**

DÉFIS ET LIMITES

Une limite de l'enquête est liée au fait que certains sujets considérés comme sensibles (protection, hygiène menstruelle ou encore santé mentale) peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.

L'autre limite est lié au fait que les données collectées ne soient représentatives qu'à une échelle départementale et non communale, ce qui aurait pu faciliter la compréhension du contexte du département du Sud-Est dans sa diversité et élaborer sur les défis et besoins humanitaires présents au sein des communes situées dans le département.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

NOTES DE BAS DE PAGE

PAGE 1

¹ OHCHR, [La violence des groupes criminels s'étend en dehors de Port-au-Prince](#), 2023

² OHCHR, [La violence des groupes criminels](#)

³ BINUH, [Situation des droits de l'homme - Rapport trimestriel](#), 2023